


Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

Articles R.1334-14, R.1334-17 et 18, R.1334-20 et 21, R.1334-29-5 du Code de la Santé Publique (introduits par le Décret n°2011-629 du 3 juin 2011) ;
Arrêtés du 12 décembre 2012, arrêté du 21 décembre 2012 ;

A	INFORMATIONS GENERALES
A.1	DESIGNATION DU BATIMENT
Nature du bâtiment : Bureaux Cat. du bâtiment : Bureaux Nombre de Locaux : Etage : Sous-sol / RDC / 1^{er} / 2^e Numéro de Lot : Non communiqué Référence Cadastre : Non communiqué Date du Permis de Construire : Antérieure au 1 juillet 1997 Adresse : Bâtiment B 11 rue Rene Char 21000 DIJON	
Escalier : Bâtiment : Porte : Propriété de : Madame BADIN Chez SEGERINVEST GESTION 4 rue Jeanne Barret - BP 27707 21077 DIJON CEDEX	

A.2	DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE
Nom : SEGERINVEST Adresse : 4 Rue Jeanne Barret 21000 DIJON	
Documents fournis : Néant Moyens mis à disposition : Néant	
Qualité :	

A.3	EXECUTION DE LA MISSION
Rapport N° : BADIN 15608 07.02.24 A Le repérage a été réalisé le : 07/02/2024 Par : DEMELIN Gaël N° certificat de qualification : CPDI5949 Date d'obtention : 10/02/2022 Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : I CERT Date de commande : 26/01/2024	
Date d'émission du rapport : 09/02/2024 Accompagnateur : Le locataire Laboratoire d'Analyses : ITGA Adresse laboratoire : Parc Edonia - Bat R rue de la Terre Adélie - CS n°66862 35768 SAINT-GRÉGOIRE CEDEX Numéro d'accréditation : COFRAC n° 1-5970 Organisme d'assurance professionnelle : NEXUS EUROPE SAS Adresse assurance : N° de contrat d'assurance : 425C134368709 Date de validité :	

B	CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR
Signature et Cachet de l'entreprise 	
Date d'établissement du rapport : Fait à DIJON le 09/02/2024 Cabinet : ACADE Nom du responsable : BERNARD Laurent Nom du diagnostiqueur : DEMELIN Gaël	

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

Ce rapport ne peut être utilisé pour satisfaire aux exigences du repérage avant démolition ou avant travaux.

BADIN 15608 07.02.24 A


1/29

INFORMATIONS GENERALES.....	1
DESIGNATION DU BATIMENT	1
DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE.....	1
EXECUTION DE LA MISSION	1
CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR.....	1
SOMMAIRE	2
CONCLUSION(S)	3
LISTE DES LOCAUX NON VISITES ET JUSTIFICATION	3
LISTE DES ELEMENTS NON INSPECTES ET JUSTIFICATION	3
PROGRAMME DE REPERAGE	4
LISTE A DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (ART R.1334-20).....	4
LISTE B DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (ART R.1334-21).....	4
CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE	5
RAPPORTS PRECEDENTS	5
RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE	5
LISTE DES PIECES VISITEES/NON VISITEES ET JUSTIFICATION	6
DESCRIPTION DES REVETEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE	8
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DECISION DE L'OPERATEUR.....	10
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRES ANALYSE	10
LA LISTE DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS.....	11
RESULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (MATERIAUX NON VISES PAR LA LISTE A OU LA LISTE B DE L'ANNEXE 13/9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE).....	11
COMMENTAIRES	12
ELEMENTS D'INFORMATION	12
ANNEXE 1 – FICHE D'IDENTIFICATION ET DE COTATION	13
ANNEXE 2 – CROQUIS.....	16
ANNEXE 3 – PROCES VERBAUX D'ANALYSES.....	20
ANNEXE 4 – ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS	23
ANNEXE 5 – RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ.....	25
ATTESTATION(S)	27

D CONCLUSION(S)

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante :

N° Local	Local	Etage	Elément	Zone	Matériau / Produit	Liste	Critère(s) ayant permis de conclure	Etat de dégradation	Photo
1	Local électricité	S/S	Conduit	F	Amiante ciment	B	Jugement personnel	Matériaux non dégradé	

Il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant

→ Recommandation(s) au propriétaire

EP - Evaluation périodique

N° Local	Local	Etage	Elément	Zone	Matériau / Produit
1	Local électricité	S/S	Conduit	F	Amiante ciment

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

N° Local	Local	Etage	Elément	Zone	Matériau / Produit
6	Dgt. 1	RDC	Plafond	Plafond	Faux plafond
13	Kitchenette	RDC	Plancher	Sol	Dalles de sol (vertes)
			Plafond	Plafond	Faux plafond 2 (blanc tacheté noir)
			Sous évier	C	Plaques bitumineuses
14	Local ménage	RDC	Plancher	Sol	Dalles de sol (vertes)

Liste des locaux non visités et justification

Aucun

Liste des éléments non inspectés et justification

Aucun

E PROGRAMME DE REPERAGE

La mission porte sur le repérage de l'amiante dans les éléments suivants (liste A et liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique) :

Liste A de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (Art R.1334-20)

COMPOSANT À SONDER OU À VÉRIFIER
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

L'opérateur communiquera au préfet les rapports de repérage de certains établissements dans lesquels il a identifié des matériaux de la liste A contenant de l'amiante dégradés, qui nécessitent des travaux de retrait ou confinement ou une surveillance périodique avec mesure d'empoussièrement. Cette disposition a pour objectif de mettre à la disposition des préfets toutes les informations utiles pour suivre ces travaux à venir et le respect des délais. Parallèlement, le propriétaire transmettra au préfet un calendrier de travaux et une information sur les mesures conservatoires mises en œuvre dans l'attente des travaux. Ces transmissions doivent également permettre au préfet d'être en capacité de répondre aux cas d'urgence (L.1334-16)

Liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (Art R.1334-21)

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
1. Parois verticales intérieures	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu. Enduits projetés, panneaux de cloisons.
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres. Planchers.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés. Dalles de sol
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...) Clapets/volets coupe-feu Portes coupe-feu. Vide-ordures.	Conduits, enveloppes de calorifuges. Clapets, volets, rebouchage. Joints (tresses, bandes). Conduits.
4. Eléments extérieurs	
Toitures. Bardages et façades légères. Conduits en toiture et façade.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux. Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

F CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Date du repérage : 07/02/2024

Le repérage a pour objectif une recherche et un constat de la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante selon la liste citée au programme de repérage.

Conditions spécifiques du repérage :

Ce repérage est limité aux matériaux accessibles sans travaux destructifs c'est-à-dire n'entraînant pas de réparation, remise en état ou ajout de matériau ou ne faisant pas perdre sa fonction au matériau.

En conséquence, les revêtements et doublages (des plafonds, murs, sols ou conduits) qui pourraient recouvrir des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante ne peuvent pas être déposés ou détruits.

Procédures de prélèvement :

Les prélèvements sur des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante sont réalisés en vertu des dispositions du Code du Travail.

Le matériel de prélèvement est adapté à l'opération à réaliser afin de générer le minimum de poussières. Dans le cas où une émission de poussières est prévisible, le matériau ou produit est mouillé à l'eau à l'endroit du prélèvement (sauf risque électrique) et, si nécessaire, une protection est mise en place au sol ; de même, le point de prélèvement est stabilisé après l'opération (pulvérisation de vernis ou de laque, par exemple).

Pour chaque prélèvement, des outils propres et des gants à usage unique sont utilisés afin d'éliminer tout risque de contamination croisée. Dans tous les cas, les équipements de protection individuelle sont à usage unique.

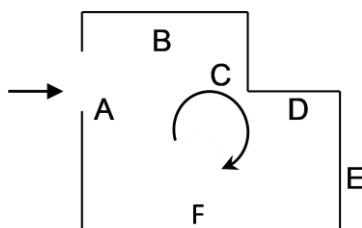
L'accès à la zone à risque (sphère de 1 à 2 mètres autour du point de prélèvement) est interdit pendant l'opération. Si l'accompagnateur doit s'y tenir, il porte les mêmes équipements de protection individuelle que l'opérateur de repérage.

L'échantillon est immédiatement conditionné, après son prélèvement, dans un double emballage individuel étanche.

Les informations sur toutes les conditions existantes au moment du prélèvement susceptibles d'influencer l'interprétation des résultats des analyses (environnement du matériau, contamination éventuelle, etc.) seront, le cas échéant, mentionnées dans la fiche d'identification et de cotation en annexe.

Liste des écarts, adjonctions ou suppression d'information de la norme NFX 46-020 - Août 2017 :

Sens du repérage pour évaluer un local :



G RAPPORTS PRECEDENTS

Aucun rapport précédemment réalisé ne nous a été fourni.

H RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

LISTE DES PIECES VISITEES/NON VISITEES ET JUSTIFICATION				
N°	Local / partie d'immeuble	Etage	Visitée	Justification
1	Local électricité	S/S	OUI	
2	Palier entrée	RDC	OUI	
3	TGBT n°1	RDC	OUI	
4	TGBT n°2	RDC	OUI	
5	Dgt. esc.	RDC	OUI	
6	Dgt. 1	RDC	OUI	
7	Sanit. 1	RDC	OUI	
8	WC n°1	RDC	OUI	
9	WC n°2	RDC	OUI	
10	PI 1	RDC	OUI	
11	Salle réunion 1	RDC	OUI	
12	Salle réunion 2	RDC	OUI	
13	Kitchenette	RDC	OUI	
14	Local ménage	RDC	OUI	
15	Sanit. hand.	RDC	OUI	
16	Détente	RDC	OUI	
17	Bureau 1	RDC	OUI	
18	Plateau AMC	RDC	OUI	
19	Dgt. 2	RDC	OUI	
20	Sanit. 2	RDC	OUI	
21	WC 3	RDC	OUI	
22	WC 4	RDC	OUI	
23	PI 2	RDC	OUI	
24	Local info	RDC	OUI	
25	E-Agence pro	RDC	OUI	
26	Bureau E-agence	RDC	OUI	
27	Entrée	RDC	OUI	
28	Agence passerelle provisoire	RDC	OUI	
29	Dgt. esc.	1er	OUI	
30	Palier	1er	OUI	
31	TGBT n°3	1er	OUI	
32	TGBT n°4	1er	OUI	
33	Détente	1er	OUI	
34	Sanit.2	1er	OUI	
35	WC n°3	1er	OUI	
36	WC n°4	1er	OUI	
37	PI 3	1er	OUI	
38	GMC	1er	OUI	
39	Sanit. 1	1er	OUI	
40	WC n°5	1er	OUI	
41	WC n°6	1er	OUI	
42	PI 4	1er	OUI	
43	Agence passerelle	1er	OUI	
44	E-agence part.	1er	OUI	
45	Bureau	1er	OUI	
46	Dgt. esc.	2ème	OUI	
47	Dgt.	2ème	OUI	
48	Sanit. 2	2ème	OUI	
49	WC n°7	2ème	OUI	
50	Sanit. 1	2ème	OUI	
51	WC n°8	2ème	OUI	
52	Placard	2ème	OUI	
53	Salle de réunion	2ème	OUI	
54	Pl.	2ème	OUI	
55	Bureau 1	2ème	OUI	
56	Bureau 2	2ème	OUI	
57	Bureau 3	2ème	OUI	
58	Bureau 4	2ème	OUI	
59	Pl.	2ème	OUI	

N°	Local / partie d'immeuble	Etage	Visitée	Justification
60	Terrasse	2ème	OUI	

DESCRIPTION DES REVETEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE					
N° Local	Local / Partie d'immeuble	Etage	Elément	Zone	Revêtement
1	Local électricité	S/S	Mur	A, B, C, D, E, F	Béton
			Plafond	Plafond	Béton
			Plancher	Sol	Béton
2	Palier entrée	RDC	Mur	A, B, C	Crépi
			Plafond	Plafond	aluminium
			Plancher	Sol	Carrelage
3	TGBT n°1	RDC	Mur	A, B, C, D	Béton
			Plafond	Plafond	Béton
			Plancher	Sol	Béton
4	TGBT n°2	RDC	Mur	A, B, C, D	Béton
			Plafond	Plafond	Béton
			Plancher	Sol	Béton
5	Dgt. esc.	RDC	Mur	A, B, C	Crépi
			Plafond	Plafond	aluminium
			Plancher	Sol	Carrelage
6	Dgt. 1	RDC	Mur	A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L	Peinture
			Plancher	Sol	Revêtement Plastique Souple
7	Sanit. 1	RDC	Mur	A, B, C, D, E	Faïence
			Plafond	Plafond	aluminium
			Plancher	Sol	Carrelage
8	WC n°1	RDC	Mur	A, B, C	Faïence
			Mur	D	Panneau bois
			Plafond	Plafond	aluminium
			Plancher	Sol	Carrelage
9	WC n°2	RDC	Mur	A, C, D, E	Faïence
			Mur	B	Panneau bois
			Plafond	Plafond	aluminium
			Plancher	Sol	Carrelage
10	PI 1	RDC	Mur	A	Brique
			Mur	B, C	Placoplâtre
			Plafond	Plafond	Bois - Isolant
			Plancher	Sol	Béton
11	Salle réunion 1	RDC	Mur	A, B, C, D, E, F	Toile de verre + peinture
			Plancher	Sol	Parquet flottant
12	Salle réunion 2	RDC	Mur	A, B, C, D	Toile de verre + peinture
			Plancher	Sol	Parquet flottant
13	Kitchenette	RDC	Mur	A, B, E, F	Toile de verre + peinture
			Mur	C, D	Toile de verre + peinture + faïence
14	Local ménage	RDC	Mur	A, B, C, D	Toile de verre + peinture
15	Sanit. hand.	RDC	Mur	A, B, C, D	Toile de verre + peinture
			Plancher	Sol	Revêtement Plastique Souple
16	Détente	RDC	Mur	A, B, C, D	Toile de verre + peinture
			Plancher	Sol	Moquette
17	Bureau 1	RDC	Mur	A	Cloison amovible
			Mur	B, C, D	Toile de verre + peinture
			Plancher	Sol	Dalles moquette
18	Plateau AMC	RDC	Mur	A, B, E	Cloison amovible
			Mur	C, D, F	Toile de verre + peinture
			Plancher	Sol	Dalles moquette
19	Dgt. 2	RDC	Mur	A, B, C, D, E, F, G, H, L, M, N, O	Toile de verre + peinture
			Mur	I, J, K	Cloison amovible
			Plancher	Sol	Dalles moquette
20	Sanit. 2	RDC	Mur	A, B, C, D, E	Faïence
			Plafond	Plafond	aluminium
			Plancher	Sol	Carrelage
21	WC 3	RDC	Mur	A, B, C, D	Faïence
			Mur	E	Panneau bois
			Plafond	Plafond	aluminium
			Plancher	Sol	Carrelage
22	WC 4	RDC	Mur	A, C, D	Faïence
			Mur	B	Panneau bois
			Plafond	Plafond	aluminium
			Plancher	Sol	Carrelage
23	PI 2	RDC	Mur	A	Brique

N° Local	Local / Partie d'immeuble	Etage	Elément	Zone	Revêtement
			Mur	B, C	Placoplâtre
			Plafond	Plafond	Bois - Isolant
			Plancher	Sol	Béton
24	Local info	RDC	Mur	A, B, C, D, E	Toile de verre + Peinture
			Plafond	Plafond	Peinture
			Plancher	Sol	Panneau bois
25	E-Agence pro	RDC	Mur	A, B, D, E, F	Cloison amovible
			Mur	C	Toile de verre + Peinture
			Plancher	Sol	Dalles moquette
26	Bureau E-agence	RDC	Mur	A, D	Cloison amovible
			Mur	B, C	Toile de verre + Peinture
			Plancher	Sol	Dalles moquette
27	Entrée	RDC	Mur	A, B, D	Cloison amovible
			Mur	C	Toile de verre + Peinture
			Plancher	Sol	Dalles moquette
28	Agence passerelle provisoire	RDC	Mur	A, B	Cloison amovible
			Mur	C, D	Toile de verre + Peinture
			Plancher	Sol	Dalles moquette
29	Dgt. esc.	1er	Mur	A, B, C	Crépi
			Plafond	Plafond	aluminium
			Plancher	Sol	Carrelage
30	Palier	1er	Mur	A, B, C	Crépi
			Plafond	Plafond	aluminium
			Plancher	Sol	Carrelage
31	TGBT n°3	1er	Mur	A, B, C, D	Béton
			Plafond	Plafond	Bois
			Plancher	Sol	Béton
32	TGBT n°4	1er	Mur	A, B, C, D	Béton
			Plafond	Plafond	Bois
			Plancher	Sol	Béton
33	Détente	1er	Mur	A, B, C, D	Toile de verre + Peinture
			Mur	E	Papier peint
			Mur	F	Cloison amovible
			Plancher	Sol	Revêtement Plastique Souple
34	Sanit.2	1er	Mur	A, B, C, D, E	Faïence
			Plafond	Plafond	aluminium
			Plancher	Sol	Carrelage
35	WC n°3	1er	Mur	A, B, C, D	Faïence
			Mur	E	Panneau bois
			Plafond	Plafond	aluminium
			Plancher	Sol	Carrelage
36	WC n°4	1er	Mur	A, C, D	Faïence
			Mur	B	Panneau bois
			Plafond	Plafond	aluminium
			Plancher	Sol	Carrelage
37	PI 3	1er	Mur	A	Brique
			Mur	B, C, D	Placoplâtre
			Plafond	Plafond	Bois - Isolant
			Plancher	Sol	Béton
38	GMC	1er	Mur	A, B	Cloison amovible
			Mur	C, D, E, F, G, H, I, J	Toile de verre + Peinture
			Plancher	Sol	Moquette
39	Sanit. 1	1er	Mur	A, B, C, D, E	Faïence
			Plafond	Plafond	aluminium
			Plancher	Sol	Carrelage
40	WC n°5	1er	Mur	A, B, C	Faïence
			Mur	D	Panneau bois
			Plafond	Plafond	aluminium
			Plancher	Sol	Carrelage
41	WC n°6	1er	Mur	A, C, D, E	Faïence
			Mur	B	Panneau bois
			Plafond	Plafond	aluminium
			Plancher	Sol	Carrelage
42	PI 4	1er	Mur	A	Brique
			Mur	B, C	Placoplâtre
			Plafond	Plafond	Bois - Isolant

Amiante

N° Local	Local / Partie d'immeuble	Etage	Elément	Zone	Revêtement
			Plancher	Sol	Béton
43	Agence passerelle	1er	Mur	A, B, D	Cloison amovible
			Mur	C	Toile de verre + Peinture
			Plancher	Sol	Moquette
44	E-agence part.	1er	Mur	A, E, F	Cloison amovible
			Mur	B, C, D	Toile de verre + Peinture
			Plancher	Sol	Dalles moquette
45	Bureau	1er	Mur	A, B, C	Cloison amovible
			Mur	D	Toile de verre + Peinture
			Plancher	Sol	Moquette
46	Dgt. esc.	2ème	Mur	A, B, C, D, E	Crépi
			Plafond	Plafond	aluminium
			Plancher	Sol	Carrelage
47	Dgt.	2ème	Mur	A, B, C, D, E, N, O, P	Toile de verre + Peinture
			Mur	F, G, H, I, J, K, L, M, Q	Cloison amovible
			Plancher	Sol	Moquette
48	Sanit. 2	2ème	Mur	A, B, C, D, E, F	Faïence
			Plafond	Plafond	aluminium
			Plancher	Sol	Carrelage
49	WC n°7	2ème	Mur	A, B, C, D	Faïence
			Plafond	Plafond	aluminium
			Plancher	Sol	Carrelage
50	Sanit. 1	2ème	Mur	A, B, C, D, E, F	Faïence
			Plafond	Plafond	aluminium
			Plancher	Sol	Carrelage
51	WC n°8	2ème	Mur	A, B, C, D	Faïence
			Plafond	Plafond	aluminium
			Plancher	Sol	Carrelage
52	Placard	2ème	Mur	A, B, C	Peinture
			Plafond	Plafond	Peinture
			Plancher	Sol	Moquette
53	Salle de réunion	2ème	Mur	A, B, C, D	Toile de verre + Peinture
			Plancher	Sol	Moquette
			Mur	A, B, C, D	Peinture
54	Pl.	2ème	Plafond	Plafond	Peinture
			Plancher	Sol	Moquette
			Mur	A, B, C, D, E	Toile de verre + Peinture
55	Bureau 1	2ème	Plancher	Sol	Moquette
			Mur	A, B, C, D, E	Toile de verre + Peinture
			Plancher	Sol	Moquette
56	Bureau 2	2ème	Mur	A, B, C, D, E	Toile de verre + Peinture
			Plancher	Sol	Moquette
			Mur	A, B	Cloison amovible
57	Bureau 3	2ème	Mur	C, D, E	Toile de verre + Peinture
			Plancher	Sol	Moquette
			Mur	A, B, C, D	Toile de verre + Peinture
58	Bureau 4	2ème	Plancher	Sol	Moquette
			Mur	A, B, C	Peinture
			Plafond	Plafond	Peinture
59	Pl.	2ème	Plancher	Sol	Moquette
			Mur	A, B, C, D, E, F	Enduit
			Plancher	Sol	Dalles

LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DECISION DE L'OPERATEUR

N° Local	Local / Partie d'immeuble	Etage	Elément	Zone	Matériau / Produit	Liste	Présence	Critère(s) ayant permis de conclure	Etat de dégradation	Obligation / Préconisation
1	Local électricité	S/S	Conduit	F	Amiante ciment	B	A	Jugement personnel	MND	EP

LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRES ANALYSE

Néant

Amiante

LA LISTE DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS							
N° Local	Local / partie d'immeuble	Etage	Elément	Zone	Matériau / Produit	Liste	Critère(s) ayant permis de conclure
6	Dgt. 1	RDC	Plafond	Plafond	Faux plafond	A	Résultat d'analyse
11	Salle réunion 1	RDC	Plafond	Plafond	Faux plafond 1 (blanc piqué gris)	A	Marquage du matériau
12	Salle réunion 2	RDC	Plafond	Plafond	Faux plafond 1	A	Marquage du matériau
13	Kitchenette	RDC	Plafond	Plafond	Faux plafond 1	A	Marquage du matériau
			Plancher	Sol	Dalles de sol (vertes)	B	Résultat d'analyse
			Plafond	Plafond	Faux plafond 2 (blanc tacheté noir)	A	Résultat d'analyse
			Sous évier	C	Plaques bitumineuses	B	Résultat d'analyse
14	Local ménage	RDC	Plafond	Plafond	Faux plafond 1	A	Marquage du matériau
			Plancher	Sol	Dalles de sol (vertes)	B	Résultat d'analyse
15	Sanit. hand.	RDC	Plafond	Plafond	Faux plafond	A	Marquage du matériau
16	Détente	RDC	Plafond	Plafond	Faux plafond	A	Marquage du matériau
17	Bureau 1	RDC	Plafond	Plafond	Faux plafond	A	Marquage du matériau
18	Plateau AMC	RDC	Plafond	Plafond	Faux plafond	A	Marquage du matériau
19	Dgt. 2	RDC	Plafond	Plafond	Faux plafond	A	Marquage du matériau
25	E-Agence pro	RDC	Plafond	Plafond	Faux plafond	A	Marquage du matériau
26	Bureau E-agence	RDC	Plafond	Plafond	Faux plafond	A	Marquage du matériau
27	Entrée	RDC	Plafond	Plafond	Faux plafond	A	Marquage du matériau
28	Agence passerelle provisoire	RDC	Plafond	Plafond	Faux plafond	A	Marquage du matériau
33	Détente	1er	Plafond	Plafond	Faux plafond	A	Marquage du matériau
38	GMC	1er	Plafond	Plafond	Faux plafond	A	Marquage du matériau
43	Agence passerelle	1er	Plafond	Plafond	Faux plafond	A	Marquage du matériau
44	E-agence part.	1er	Plafond	Plafond	Faux plafond	A	Marquage du matériau
45	Bureau	1er	Plafond	Plafond	Faux plafond	A	Marquage du matériau
47	Dgt.	2ème	Plafond	Plafond	Faux plafond	A	Marquage du matériau
53	Salle de réunion	2ème	Plafond	Plafond	Faux plafond	A	Marquage du matériau
55	Bureau 1	2ème	Plafond	Plafond	Faux plafond	A	Marquage du matériau
56	Bureau 2	2ème	Plafond	Plafond	Faux plafond	A	Marquage du matériau
57	Bureau 3	2ème	Plafond	Plafond	Faux plafond	A	Marquage du matériau
58	Bureau 4	2ème	Plafond	Plafond	Faux plafond	A	Marquage du matériau

RESULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (matériaux non visés par la liste A ou la liste B de l'annexe 13/9 du code de la santé publique)

Néant

Amiante

LEGENDE				
Présence	A : Amiante	N : Non Amianté		a? : Probabilité de présence d'Amiante
Etat de dégradation des Matériaux	F, C, FP	BE : Bon état	DL : Dégradations locales	ME : Mauvais état
	Autres matériaux	MND : Matériau(x) non dégradé(s)		MD : Matériau(x) dégradé(s)
Obligation matériaux de type Flocage, calorifugeage ou faux-plafond (résultat de la grille d'évaluation)	1	Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation		
	2	Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement		
	3	Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement		
Recommandations des autres matériaux et produits. (résultat de la grille d'évaluation)	EP	Evaluation périodique		
	AC1	Action corrective de premier niveau		
	AC2	Action corrective de second niveau		
COMMENTAIRES				
Il n'a pas été possible au technicien de s'assurer de la nature des matériaux et revêtements éventuellement mis en oeuvre sous les parquets flottants, revêtements plastiques souples, moquettes collées et carrelages.				

« Evaluation périodique »
<p>Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit.</p> <p>Cette évaluation périodique consiste à :</p> <p>a) contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas, et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;</p> <p>b) rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.</p>

I ELEMENTS D'INFORMATION

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires), et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes, renseignez-vous auprès de votre mairie ou votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous consultez la base de données «déchets» gérée par l'ADEME directement accessible sur le site Internet www.sinoe.org

ANNEXE 1 – FICHE D'IDENTIFICATION ET DE COTATION

ELEMENT : Conduit



Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
BADIN	BADIN 15608 07.02.24	S/S - Local électricité
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Amiante ciment		DEMELIN Gaël
Localisation		Résultat
Conduit - F		Présence d'amiante
Résultat de la grille d'évaluation		
Evaluation périodique		
Emplacement		

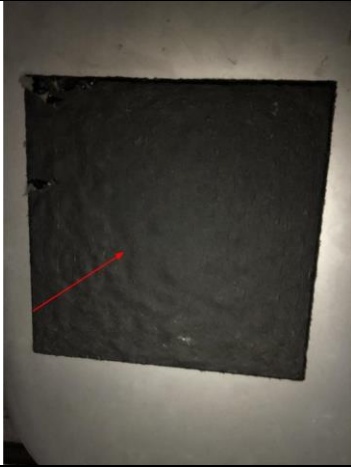


ELEMENT : Plafond

Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
BADIN	BADIN 15608 07.02.24	RDC - Salle réunion 1
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Faux plafond 1 (blanc piqué gris)		DEMELIN Gaël
Localisation		Résultat
Plafond - Plafond		absence d'amiante
Emplacement		



PRELEVEMENT : P001		
Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
BADIN	BADIN 15608 07.02.24	RDC - Kitchenette
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Faux plafond 2 (blanc tacheté noir)	07/02/2024	DEMELIN Gaël
Localisation		Résultat
Plafond - Plafond		absence d'amiante
Emplacement		
		
PRELEVEMENT : P002		
Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
BADIN	BADIN 15608 07.02.24	RDC - Kitchenette
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Dalles de sol (vertes)	07/02/2024	DEMELIN Gaël
Localisation		Résultat
Plancher - Sol		absence d'amiante
Emplacement		
		

PRELEVEMENT : P003		
Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
BADIN	BADIN 15608 07.02.24	RDC - Kitchenette
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Plaques bitumineuses	07/02/2024	DEMELIN Gaël
Localisation		Résultat
Sous évier - C		absence d'amiante
Emplacement		
		

ANNEXE 2 – CROQUIS

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				Adresse de l'immeuble :	Bâtiment B 11 rue Rene Char 21000 DIJON
N° dossier :	BADIN 15608 07.02.24				
N° planche :	1/4	Version :	0		
Origine du plan :	Cabinet de diagnostics			Bâtiment – Niveau :	RDC

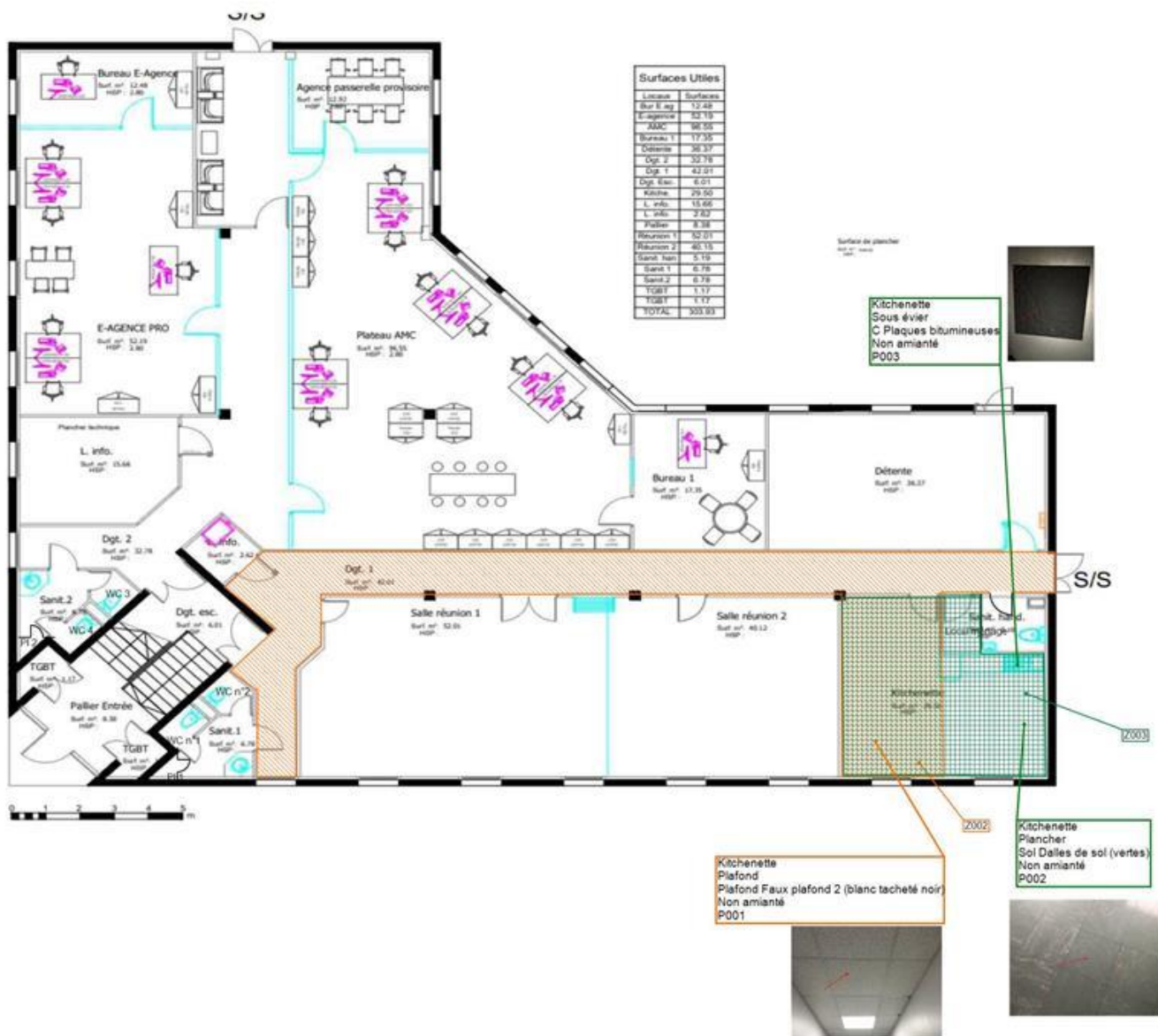
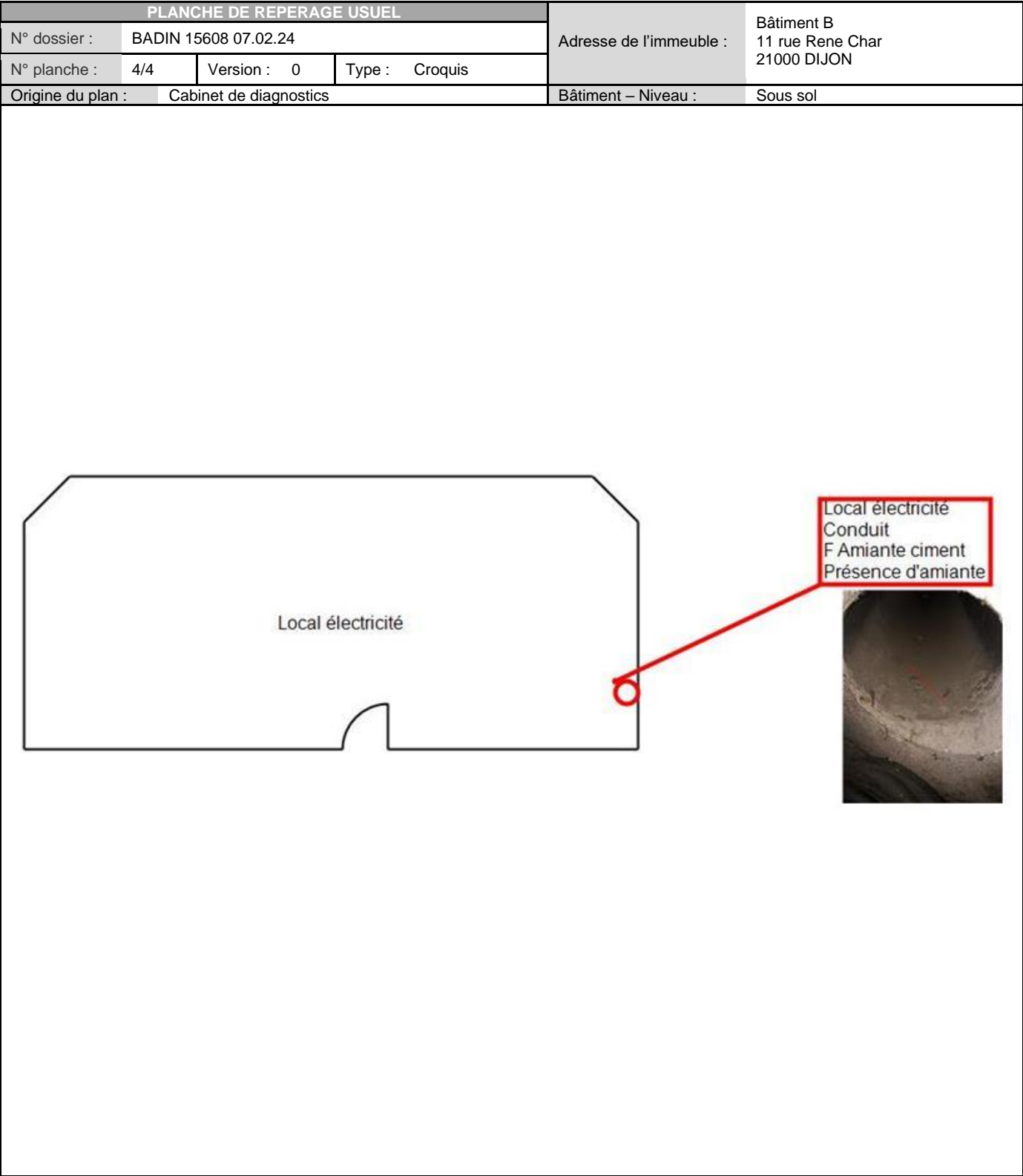


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				Adresse de l'immeuble : Bâtiment B 11 rue Rene Char 21000 DIJON
N° dossier :	BADIN 15608 07.02.24			
N° planche :	2/4	Version : 0	Type : Croquis	
Origine du plan :	Cabinet de diagnostics			Bâtiment – Niveau : 1er





ANNEXE 3 – PROCES VERBAUX D'ANALYSES

E.22994850.0.PDF



Parc Edonia - Bât. R - Rue de la Terre Adélie - CS n° 66862
35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX
Tél : 02.99.35.41.41
Fax : 02.99.35.41.42
www.itga.fr



Accréditation n° 1-5967

Portée disponible
sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

RAPPORT D'ESSAI N° IT072402-20260 EN DATE DU 20/02/2024 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

Client :

ACADE
M. Gaël DEMELIN
Parc Valmy 37A Avenue Françoise Giroud
21000 DIJON

Prélèvement :

Commande ITGA : IT0724-7712
Echantillon ITGA : IT072402-20260
Reçu au laboratoire le : 13/02/2024

Réf. Client : Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le client qui sont simplement retranscrites ci-dessous.

Commande	SCI T1 DIJON 15608 07.02.24-16625-44966-1116-134906004
Dossier client	SCI T1 DIJON + - Bâtiment B - 11 rue Rene Char - 21000 - DIJON
Echantillon	P001 - Faux plafond 2 (blanc tacheté noir) - RDC - Kitchenette - Plafond - Plafond
Description ITGA	Enduit blanc / Matériau fibreux beige

Préparation Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon conformément à l'arrêté du 1er octobre 2019 :

- Pour une analyse au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) : Prélèvement et montage adapté sur lame de microscopie
- Pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :
 - (A) - Traitement mécanique en milieu aqueux
 - (B) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme

Technique Analytique

- Microscopie Optique à Lumière Polarisée (guide HSG 248 - Appendice 2) : Morphologie et critères optiques
La détection de fibres d'amiante optiquement observables est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.
- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique
La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation et date d'analyse)	Résultat	Variété d'amiante	Eléments analytiques
► Enduit blanc non séparable + Matériau fibreux beige	MOLP + META (A) le 20/02/2024 Nombre de préparations : 3 Nombre de supports d'analyse : 4	Amiante non détecté (1)	---	Analyste : AHZ (2)

(1) Aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.

(2) Pour les couches non-séparables et identifiées comme telles, la limite de détection est garantie sur la prise d'essai. La limite de détection est garantie sur chaque couche si la prise d'essai contient au plus 2 couches en quantité suffisante pour analyse.

Validé par : Souad OUALI Chef d'équipe

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 10 ans.

DTA 164 rev 25

Page 1 / 1

Amiante

BADIN 15608 07.02.24 A

20/29



Parc Edonia - Bât. R - Rue de la Terre Adélie - CS n° 66862
35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX
Tél : 02.99.35.41.41
Fax : 02.99.35.41.42
www.itga.fr



Accréditation n° 1-5967

Portée disponible
sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

RAPPORT D'ESSAI N° IT072402-20261 EN DATE DU 20/02/2024 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

Client :

ACADE
M. Gaël DEMELIN
Parc Valmy 37A Avenue Françoise Giroud
21000 DIJON

Prélèvement :

Commande ITGA : IT0724-7712
Echantillon ITGA : IT072402-20261
Reçu au laboratoire le : 13/02/2024

Réf. Client : Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le client qui sont simplement retranscrites ci-dessous.

Commande	SCI T1 DIJON 15608 07.02.24-16625-44966-1116-134906004
Dossier client	SCI T1 DIJON + - Bâtiment B - 11 rue Rene Char - 21000 - DIJON
Echantillon	P002 - Dalles de sol (vertes) - RDC - Kitchenette - Sol - Plancher
Description ITGA	Dalle dure cassante verte / Matériau blanc en faible quantité

Préparation Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon conformément à l'arrêté du 1er octobre 2019 :

- Pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :

- (A) - Traitement mécanique en milieu aqueux
- (B) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme

Technique Analytique

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique
La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation) et date d'analyse	Résultat	Variété d'amiante	Eléments analytiques
► Dalle dure cassante verte + Matériau blanc en faible quantité non séparable	META (B) le 19/02/2024 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (1)	---	Analyste : LDA (2)

(1) Aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.

(2) Pour les couches non-séparables et identifiées comme telles, la limite de détection est garantie sur la prise d'essai. La limite de détection est garantie sur chaque couche si la prise d'essai contient au plus 2 couches en quantité suffisante pour analyse.

Les couches formalisées en gras dans la description ITGA ont été identifiées par le laboratoire alors qu'elles n'avaient pas été distinguées par le client. Si les couches étaient susceptibles de contenir de l'amiante par nature elles ont fait l'objet d'une analyse.

Dans le cas d'une demande d'analyse de couche(s) spécifique(s), seules les couches non distinguables à l'œil nu par le client, ont été analysées.

Validé par : Souad OUALI Chef d'équipe

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 10 ans.

DTA 164 rev 25

Page 1 / 1



Parc Edonia - Bât. R - Rue de la Terre Adélie - CS n° 66862
35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX
Tél : 02.99.35.41.41
Fax : 02.99.35.41.42
www.itga.fr



Accréditation n° 1-5967

Portée disponible
sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

RAPPORT D'ESSAI N° IT072402-20262 EN DATE DU 20/02/2024 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

Client :

ACADE
M. Gaël DEMELIN
Parc Valmy 37A Avenue Françoise Giroud
21000 DIJON

Prélèvement :

Commande ITGA : IT0724-7712
Echantillon ITGA : IT072402-20262
Reçu au laboratoire le : 13/02/2024

Réf. Client : Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le client qui sont simplement retranscrites ci-dessous.

Commande	SCI T1 DIJON 15608 07.02.24-16625-44966-1116-134906004
Dossier client	SCI T1 DIJON + - Bâtiment B - 11 rue Rene Char - 21000 - DIJON
Echantillon	P003 - Plaques bitumineuses - RDC - Kitchenette - C - Sous évier
Description ITGA	Matériau bitumineux noir en faible quantité

Préparation Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon conformément à l'arrêté du 1er octobre 2019 :

- Pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :

- (A) - Traitement mécanique en milieu aqueux
- (B) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme

Technique Analytique

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique

La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation) et date d'analyse	Résultat	Variété d'amiante	Eléments analytiques
Matériau bitumineux noir en faible quantité	META (B) le 20/02/2024 Nombre de préparations : 4 Nombre de supports d'analyse : 8	Amiante non détecté (1)	---	Analyste : VJG

(1) Aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.

Validé par : Souad OUALI Chef d'équipe

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 10 ans.

DTA 164 rev 25

Page 1 / 1

ANNEXE 4 – ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS

EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B

**En cas de présence avérée d'amiante dans un matériaux de liste B,
A compléter pour chaque pièce ou zone homogène de l'immeuble bâti**

Conclusions possibles	
EP	Evaluation périodique
AC1	Action corrective de 1 ^{er} niveau
AC2	Action corrective de 2 nd niveau

« Evaluation périodique »

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit.

Cette évaluation périodique consiste à :

- a) contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas, et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

« Action corrective de premier niveau »

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés.

Rappel : l'obligation de faire intervenir une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement ou pour les autres opérations de maintenance.

Cette action corrective de premier niveau consiste à :

- a) rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux ou produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que, le cas échéant, leur protection, demeurent en bon état de conservation.

« Action corrective de second niveau »

Qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation.

Cette action corrective de second niveau consiste à :

- a) prendre, tant que les mesures mentionnées au c) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation, et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- b) procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c) mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX N° 1

En cas de présence avérée d'amiante dans les matériaux
A compléter pour chaque pièce ou zone homogène de l'immeuble bâti

Eléments d'information généraux	
N° de dossier	BADIN 15608 07.02.24 A
Date de l'évaluation	07/02/2024
Bâtiment	Bureaux Bâtiment B 11 rue Rene Char 21000 DIJON
Etage	S/S
Pièce ou zone homogène	Local électricité
Elément	Conduit
Matériau / Produit	Amiante ciment
Repérage	F
Destination déclarée du local	Local électricité
Recommandation	Evaluation périodique

Etat de conservation du matériau ou produit			Risque de dégradation	
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>				EP
	Matériau non dégradé <input checked="" type="checkbox"/>		Risque de dégradation faible ou à terme <input checked="" type="checkbox"/>	EP
			Risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/>	AC1
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>			Risque faible d'extension de la dégradation <input type="checkbox"/>	EP
		Ponctuelle <input type="checkbox"/>	Risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC1
	Matériau dégradé <input type="checkbox"/>		Risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC2
		Généralisée <input type="checkbox"/>		AC2

ANNEXE 5 – RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

Les recommandations générales de sécurité (Arrêté du 21 décembre 2012)

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique. La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
 - remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
 - travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante. L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.
- De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement. Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

ATTESTATION(S)

425C134368709



ATTESTATION D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE

Nous soussignés NEXUS EUROPE SAS and NEXUS EUROPE SAS (UK BRANCH), coverholder/mandataire de AXIS SPECIALTY EUROPE SE par délégation de souscription n° B1747240425, attestons que :

ACADE (numéro SIREN 800 182 099) 37a Avenue Françoise Giroud, 21000 Dijon, France

A souscrit auprès de la compagnie AXIS SPECIALTY EUROPE SE, Sixth Floor, 20 Kildare Street, Dublin 2, D02 T3V7, République d'Irlande, un contrat d'assurance responsabilité civile sous le n° **425C134368709 à effet du 01/01/2024**. Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant incomber à l'Assuré en raison de fautes, erreurs, omissions, négligences, maladroites, inexactitudes pouvant l'incomber du fait de ses activités professionnelles.

Activités garanties

- Diagnostiqueur immobilier effectuant les diagnostics listés aux conditions spéciales.

Nature et montant des garanties

Les frais de défense sont inclus dans les montants de garantie.

INTITULE GARANTIES	MONTANT DES GARANTIES
RC PROFESSIONNELLE Pour les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non consécutifs.	
RC EXPLOITATION Pour les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs, ainsi que les dommages causés aux tiers résultant de: - la faute inexcusable de l'employeur - biens confiés - atteinte accidentelle à l'environnement	
GARANTIE SOLIDITE OUVRAGES NON SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE DECENNALE Dommages de la nature de ceux prévus par l'article 1792 du code civil affectant la solidité des réalisations de l'Assuré, lorsque celui-ci intervient sur des ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance conformément à l'article L243-1.1 paragraphe 1 du Code des Assurances. Il est précisé que ne sont pas compris dans cette garantie les éléments d'équipement, ainsi que les dommages qui rendent l'ouvrage impropre à sa destination sans en affecter la solidité.	1.000.000 € par année d'assurance dont 300.000 € par sinistre tous dommages confondus.

LE MONTANT MAXIMUM POUR L'ENSEMBLE DES GARANTIES EST LIMITE A EUR 1.000.000 PAR ANNEE D'ASSURANCE TOUS DOMMAGES CONFONDUS.

Observations

Les missions de diagnostic garanties par ce contrat d'assurance sont les suivantes :

- Constat de risque d'exposition au plomb (CREP)
- État de l'installation intérieure de gaz
- État de l'installation intérieure d'électricité
- Diagnostic de performance énergétique (DPE)
- État des Risques et Pollutions (ERP)

Nexus Europe, SAS au capital de 10.000€, SIREN 795369818 RCS Paris, APE 6622Z, dont le siège social se situe 25 rue du 4 Septembre, 75002 Paris, France, est réglementée par l'ACPR, 4 place de Budapest, CS 92 459, 75435 Paris Cedex 09, et est immatriculée au registre unique des intermédiaires en Assurance, Banque et Finance « ORIAS » sous le numéro 13010234. Pour plus d'information, consultez le site Web de l'ORIAS, à l'adresse <https://www.orias.fr/web/guest/search>. Garantie financière et assurance de responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 512-6 et L 512-7 du Code des Assurances. La succursale britannique, située au 52-56 Leadenhall Street, London EC3A 2EB, est enregistrée au registre des compagnies du Royaume-Uni, UK Companies House, sous le numéro F0036600, établissement numéro BR021688. Nexus Europe SAS (UK Branch) est autorisé et réglementé par L'Autorité de conduite financière britannique (Financial Conduct Authority), FRN : 966390.

1/2
nexusunderwriting.com

- État mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante
- Loi Carrez
- Loi Boutin
- Diagnostic risque d'intoxication au plomb dans les peintures (DRIPP)
- Diagnostic technique Amiante
- Contrôle visuel amiante - diagnostic amiante avant travaux/démolition norme NF X46-020
- Contrôle visuel amiante - diagnostic amiante avant travaux norme NF X46-021
- Contrôle périodique amiante norme NF X46-020
- Recherche de plomb avant travaux/avant démolition
- Diagnostic plomb après travaux/après démolition
- Recherche de plomb après travaux de démolition
- Déchets de chantier

La présente attestation est valable du **01/01/2024** au **31/12/2024**.

La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'Assureur et ne saurait engager l'Assureur en dehors des termes et limites précisés dans les clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait le **12/01/2024**,



Le Mandataire, **NEXUS EUROPE SAS & NEXUS EUROPE SAS (UK BRANCH)**,
pour le compte de l'Assureur,
AXIS SPECIALTY EUROPE SE.

Nexus Europe, SAS au capital de 10.000€, SIREN 795369818 RCS Paris, APE 6622Z, dont le siège social se situe 25 rue du 4 Septembre, 75002 Paris, France, est réglementée par l'ACPR, 4 place de Budapest, CS 92 459, 75435 Paris Cedex 09, et est immatriculée au registre unique des intermédiaires en Assurance, Banque et Finance « ORIAS » sous le numéro 13010234. Pour plus d'information, consultez le site Web de l'ORIAS, à l'adresse <https://www.orias.fr/web/guest/search>. Garantie financière et assurance de responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 512-6 et L 512-7 du Code des Assurances. La succursale britannique, située au 50-56 Leadenhall Street, London EC3A 2EB, est enregistrée au registre des compagnies du Royaume-Uni, UK Companies House, sous le numéro FC036600, établissement numéro BR021688. Nexus Europe SAS (UK Branch) est autorisé et réglementé par L'Autorité de conduite financière britannique (Financial Conduct Authority), FRN : 966390.

2/2
nexusunderwriting.com

CERTIFICAT DE QUALIFICATION



Certificat de compétences Diagnosticqueur Immobilier

N° CPDI 5949 Version 004

Je soussignée, Juliette JANNOT, Directrice Générale d'I.Cert, atteste que :

Monsieur DEMELIN Gael

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 01 (cycle de 5 ans) - CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention Date d'effet : 10/02/2022 - Date d'expiration : 01/04/2028
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention Date d'effet : 02/04/2021 - Date d'expiration : 01/04/2028
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique Date d'effet : 02/04/2021 - Date d'expiration : 01/04/2028
Energie avec mention	Energie avec mention Date d'effet : 08/02/2022 - Date d'expiration : 29/04/2028
Energie sans mention	Energie sans mention Date d'effet : 30/04/2021 - Date d'expiration : 29/04/2028
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz Date d'effet : 30/04/2021 - Date d'expiration : 29/04/2028
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb Date d'effet : 12/03/2021 - Date d'expiration : 11/03/2028

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 24/02/2022.

Arrêté du 21 novembre 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 29 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 3 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis - Arrêté du 21 novembre 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'estimation de prix en compte de la réglementation thermique et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 3 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. Ou Arrêté du 2 juillet 2018 modifié définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification. Ou Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

I.Cert
Institut de Certification

Certification de personnes
Diagnosticqueur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire

cofrac
ACCREDITATION
N° 4-0522
PORTÉE
CERTIFICATION
DE PERSONNES
WWW.COFRAC.FR

CPDI FR 11 rev18